

R é p o n s e   à   c o n s u l t a t i o n

**Le futur tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE 7) – transport – distribution  
Période 2025-2028**

La décarbonation et la réindustrialisation conduisent mécaniquement à une augmentation à long terme de la consommation d'électricité par l'industrie en France, même si les années récentes ont conduit à un recul de la consommation du fait de prix très élevés. France Industrie, en réponse à la consultation menée par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), souhaite donc que des évolutions soient adoptées pour le futur tarif d'utilisation des réseaux publics de transport et distribution d'électricité (TURPE 7) en adéquation avec ces besoins de long terme et la nécessité de préserver dans la durée la compétitivité de l'industrie.

Nous considérons que plusieurs points méritent d'être intégrés dans les futurs tarifs TURPE :

- France Industrie appelle à ce que la fixation et l'évolution des tarifs réseaux ne conduisent pas à des distorsions liées aux différences dans les approches de régulation retenues par les autres pays européens mais aussi en comparaison avec les tarifs pratiqués en Amérique du Nord.  
→ En réponse à la question n° 9 sur les principes d'évolution tarifaires envisagés pour le futur TURPE, France Industrie estime que **les modalités d'évolution des tarifs réseaux doivent tenir compte de la compétitivité des consommateurs soumis à concurrence ainsi que des évolutions observées dans les autres pays**, notamment dans les autres Etats membres de l'Union européenne, les Etats-Unis, la Chine ou le Canada. France Industrie souhaite que la CRE puisse comparer l'évolution envisagée avec celles pratiquées dans les autres pays pour les clients industriels électro-sensibles et électro-intensifs.
- A facture constante, la **part fixe a vocation à augmenter**, suivant la dynamique observée dans le cadre des précédents TURPE, et la **part variable liée à la consommation devrait diminuer**.  
→ France Industrie se réjouit de la poursuite de ce rééquilibrage, outre le fait qu'il reflète mieux les coûts des gestionnaires de réseau, il est cohérent avec l'électrification des usages. Nous insistons cependant pour que cette **évolution se fasse de façon progressive pour les clients** avec une étude d'impact spécifique pour les clients soumis à la concurrence internationale, comme indiqué au point précédent.
- L'**augmentation du niveau global des coûts du réseau** est liée aux investissements correspondant au renouvellement du réseau arrivé en fin de vie ainsi qu'à son renforcement (y compris pour alimenter les zones industrielles). Cette augmentation pourrait de plus s'accélérer, du fait notamment des investissements pour l'achat de matériels bas-carbone rendus nécessaires par les objectifs européens en termes de décarbonation.  
→ En réponse à la question n°51 sur l'analyse préliminaire relative aux charges nettes d'exploitation, France Industrie appelle à ce que les **coûts de raccordements de parc éolien offshore soient portés par les développeurs EnR**. Nous insistons également sur la nécessité de **renforcer les signaux de marché locaux pour favoriser le développement des batteries et/ou de la flexibilité**, dans les zones où cela permet d'éviter le développement des réseaux.

- La structure du TURPE découpée en différentes composantes devrait être maintenue et l'ajout d'une composante optionnelle pour les installations de stockage est envisagé, ce qui alourdirait la structure actuelle.  
→ En réponse à la question n° 60 sur la structure du TURPE, France Industrie insiste sur le fait que la **répartition des coûts entre les différentes composantes du tarif doit être davantage lisible pour les industriels**, notamment dans l'optique d'une complexification de la structure tarifaire.
- France Industrie reste attaché au principe d'horosaisonnalité des tarifs, qui est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel de décarbonation industrielle. Aussi, nous nous réjouissons de l'orientation qui a été retenue prévoyant une progressive différenciation saisonnière des tarifs. Or, le **sujet des heures creuses/heures pleines**, ravivé par l'augmentation significative de la production photovoltaïque à l'heure méridienne, **ne relève pas exclusivement des clients**.  
→ En réponse à la question n° 61 sur les modalités de mise en œuvre et les orientations concernant l'évolution du placement des heures creuses, France Industrie estime qu'il faut **modifier les heures pleines et heures creuses pour décaler la demande qui peut l'être**. Nous insistons également sur le fait qu'il serait pertinent que les **producteurs d'énergie participent aussi au bon fonctionnement en ayant des bonus/malus en fonction des heures de production**.
- Les **tarifs payés par les industriels qui bénéficient de la réduction du TURPE** sont nécessaires à la compétitivité des industriels concernés. Ils constituent en outre un élément de stabilité car facilitent l'estimation des coûts pour les industriels concernés.  
→ En réponse à la question n° 64 sur les modalités de calculs pour la composante de comptage et de gestion, France Industrie estime qu'il serait judicieux que la **structure du tarif évolue de manière à ce qu'elle soit davantage fondée sur la puissance maximale consommée** plutôt que sur la consommation. Cette proposition est de nature à modérer le coût en €/MWh pour les industriels qui ont un profil de consommation plat.